

Communiqué de presse

Non au démantèlement du Service des droits des femmes et de l'égalité !

Les inégalités entre les femmes et les hommes subsistent dans l'ensemble de la société : une femme meurt tous les trois jours victime de violences conjugales, 83% des salariés à temps partiel sont des femmes, dont un million souhaiterait travailler davantage, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes est de 19%.

Le Président de la République a déclaré vouloir « appliquer à tous les niveaux et dans toutes ses dimensions (salaires, responsabilités, reconnaissance sociale), l'exigence d'égalité », mais les notions de « droits des femmes, d'égalité ou de parité » ne figurent plus dans les intitulés des ministères ou des secrétariats d'Etat et aujourd'hui l'administration qui a en charge l'impulsion et la mise en œuvre de cette politique, le Service des droits des femmes et de l'égalité (SDFE), est menacée de démantèlement.

Sous couvert de modernisation de l'administration, la politique de l'égalité risque de se réduire à une approche cloisonnée, axée sur la cohésion sociale et l'action en direction des publics vulnérables : un petit bout dans la lutte contre les discriminations, un autre dans la lutte contre les violences... mais pas de prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les politiques publiques.

Agir pour l'égalité entre les femmes et les hommes est un enjeu de progrès pour la société toute entière. Sacrifier cette politique et le service qui la porte signe indiscutablement un retour en arrière en contradiction totale avec les engagements de la France auprès de l'Union européenne et des Nations Unies.

L'intersyndicale du SDFE appelle donc à manifester le samedi 7 mars à 14h, avec l'ensemble des associations féministes (Rendez-vous Angle de la rue Vivienne et de la rue du 4 septembre, Métro Bourse).

**Intersyndicale du Service des droits des femmes et de l'égalité
Intersyndicale_sdfe@yahoo.fr**

Le 4 mars 2009